

Décembre 2006 Nº 32

Service chrétien international pour la Paix

Groupe Volontaires Outre-Mer

Editorial

Si le travail du volontaire est important au Sud, ce qu'il ou elle rapporte en Suisse est primordial. En effet, le témoignage en Suisse doit venir compléter les activités de solidarité et amplifier l'échange. Il est indispensable de rendre publiques nos actions et nos expériences avec le Sud, pour continuer à avancer en Suisse en évitant les réflexions en vase clos…
C'est pourquoi, depuis une dizaine d'années, GVOM et Eirene ont développé leurs activités d'information. A côté des soirées thématiques, des conférences et des stands, les médias ont été approchés. Petit à petit, des articles ont parus dans la presse qui se veut assez diversifiée afin de toucher un public varié: journaux à grand tirage, journaux locaux, radio, télévision, une brochette de médias différents a été contactée avec un certain succès.
Et aujourd'hui, qu'en est-il? Fusions, restructurations dans les rédactions, arrivée des journaux gratuits: force est de constater que ce travail de témoignage devient de plus en plus difficile. Ce n'est pas dû à un manque d'intérêt de la part des journalistes, mais de plus en plus souvent la réponse fuse: "l'actualité est trop chargée en ce moment", "c'est un sujet trop engagé politiquement", "je ne vois pas comment faire passer un tel sujet dans ma rédaction". Parallèlement, nos quotidiens et périodiques sont envahis par la publicité. Il est vrai qu'un journal ne peut pas paraître indéfiniment s'il ne rentre pas dans ses frais de production. Il faut donc trouver des financements. Mais jusqu'à quel point ces financements n'influent-ils pas sur le choix et le contenu rédactionnel?
Assistons-nous à une uniformisation de l'information? Allons-nous vers une information à sens unique? Comment le lecteur peut-il être encore libre de se faire une opinion si l'information est dirigée et partielle? Ce n'est pas pour rien que l'on parle du pouvoir de la presse.
Bien sûr, il existe toujours des médias qui s'engagent et qui offrent une information alternative, plus complète. Si nous voulons de l'information, nous pouvons toujours en trouver. Encore faut-il savoir qu'elle existe, comment la trouver et y avoir accès.
Nous, lecteurs et consommateur, avons le droit à une information diversifiée, ceci pour nous permettre de nous forger une opinion propre en toute connaissance de cause. Nous avons aussi le choix de sélectionner notre presse et de soutenir ou pas des tendances actuelles en matière d'information.
Nous souhaitons, à travers cette édition vous interpeller sur la situation de l'information dans différents pays.

Cécile Hétault, Nadja Godi Glatz,
Béatrice Faidutti Lueber, Anne Monard



Sommaire

Suisse

L'association "info-en-danger"

L'association "info-en-danger" a été créée le 12 juin 2006 à Lausanne. Elle se donne pour but la défense de l'éthique journalistique, de la liberté d'expression et de la dignité de la profession de journaliste, telles que définies dans la Déclaration des devoirs et des droits du/de la journaliste.
Sa création est la suite logique de la pétition signée par 600 journalistes de Suisse romande, désireux de réaffirmer leur attachement à la qualité des médias à l'heure où divertissement, publicité et information tendent à se confondre.



Le comité de l'association "info-en-danger" est composé des journalistes Michel Beuret, Michel Bührer, Christian Campiche, Pierre Meyer et Marie-Christine Pasche Hirzel

La presse écrite remplit de moins en moins son rôle d'information et d'approche critique des événements au profit du divertissement. Or une information indépendante et crédible est un droit fondamental du citoyen autant qu'un devoir pour les journalistes et les éditeurs.
Ce rôle central de notre métier, l'information, est désormais en danger.
La réponse des éditeurs à l'affaiblissement du marché publicitaire engendre des concessions toujours plus grandes aux annonceurs au nom de la survie des titres, mais souvent au détriment du rédactionnel. Informer n'est plus l'objectif premier, les stratégies de séduction et de communication uniformes l'emportent trop souvent sur l'information voire tentent de se confondre avec elle. Le journal est devenu un "produit", mais l'information peut-elle être un produit comme un autre ?
Le symbole le plus fort de cette dérive est la transformation radicale de la fonction du rédacteur en chef, dont le rôle s'inverse : au lieu de représenter la rédaction auprès de l'éditeur, il est toujours plus le représentant de l'éditeur auprès de la rédaction; Il occupe aussi toujours davantage des fonctions de marketing. Il cède toujours davantage aux pressions extérieures mettant en danger l'indépendance de la rédaction. Il n'est plus non plus un rempart contre la dégradation des conditions de travail; il arrive même qu'il en soit un acteur.
Cette dérive, qui s'accélère, entraîne une perte des repères professionnels, une précarisation du statut du journaliste. Le manque de personnel, l'absence de formation et de suivi des stagiaires et le cumul des tâches sont les causes d'inexactitudes répétées : sources non vérifiées, textes mal relus et erreurs de faits qui péjorent l'image de la presse. Moins d'argent pour les enquêtes et les reportages, c'est aussi une information appauvrie. Or une information à valeur ajoutée a un prix.
La situation a atteint un point critique. Aujourd'hui, des annonceurs assistent aux séances de rédactions, des journalistes sont forcés de signer des articles de complaisance et pire, certains n'ont même pas conscience de ces compromissions. Se taire ne sert pas notre profession et râler ne suffit plus. Il est urgent de débattre de ces problèmes, il y va de la crédibilité de la profession, du respect de nos lecteurs et de nous-mêmes. Il nous appartient non seulement de défendre mais aussi de revendiquer l'éthique professionnelle, comme le prévoit notre "Déclaration des devoirs et des droits". Si nous ne le faisons pas, qui le fera ?
Ce texte est le fruit des réflexions d'un groupe de journalistes, collaborateurs d'une dizaine de titres en Suisse romande (La Tribune de Genève, 24Heures, La Liberté, L'Illustré, L'Hebdo, l'Express, L'Impartial, Le Temps, L'Agefi, Le Courrier, Terre et Nature) ainsi que des journalistes libres. Ils n'expriment pas nécessairement leur propre situation, mais une préoccupation pour l'exercice de la profession en général. Nous invitons tous les collègues à lancer le débat au sein de leur rédaction.

Lausanne, le 10 octobre 2005

Des informations complémentaires sont disponibles sur **www.infoendanger.ch** d'où est tiré cet appel

Une liberté de la presse menacée ?

Lorsque l'on m'a demandé de m'exprimer sur la liberté de la presse au Sénégal, j'ai trouvé le sujet intéressant et je me suis demandée s'il y avait vraiment objet à discussion. En effet, la première fois que je suis venue au Sénégal, en l'an 2001, j'ai été impressionnée par la dizaine de quotidiens envahissant les kiosques et vendus par des petits vendeurs de la rue.

Parmi ces journaux, un seul est public, "Le Soleil", alors que tous les autres sont privés et disposent d'une liberté d'expression surprenante. En effet, on découvrira régulièrement des scandales politiques révélés sans gêne et des critiques accrues, souvent très ironiques et humoristiques sur le gouvernement et les hommes politiques en général, ou même sur des thèmes de société qui pourraient en choquer plus d'un dans un pays à dominance musulmane.

Mise à part la presse écrite, les chaînes de radio sont florissantes, que ça soit les grandes chaînes comme la Radio Télévision Sénégal (public), Walf fadjri, Sud FM (privées) et j'en passe, ou les nombreuses radios communautaires. Seule la télévision fait défaut avec la RTS qui présente des nouvelles très pro-gouvernementales et la 2S, une nouvelle chaîne privée plutôt axée sur la culture et le sport.

En octobre 2002, Reporters sans Frontières publie le premier classement mondial de la liberté de la presse. Le Sénégal se retrouve en 47ème position sur 139 pays, ce qui confirme qu'il y existe une réelle liberté de la presse. Pourtant, en 2003, de graves dérives, menées sous la Présidence de Maître Abdoulaye Wade, ont gravement menacé cette liberté. Cette année-là, plusieurs journalistes de la presse écrite et orale ont été agressés, d'autres menacés ou même emprisonnés et une correspondante internationale de Radio France Internationale a été expulsée du pays sous prétexte qu'elle couvrait la crise en Casamance de manière "tendancieuse"…
Depuis dix ans, de nombreux journalistes se battent pour abolir certaines lois permettant d'emprisonner les journalistes pour leurs écrits, mais en vain: les nombreuses promesses du gouvernement ne suivent pas.
Bien que les emprisonnements de journalistes soient rares, ils devraient être, à mon avis, inexistants dans un pays souvent cité en exemple en matière de liberté d'expression et de démocratie. Espérons que ces dérives ne prendront pas plus d'ampleur avec les prochaines élections prévues en 2007, et quelque soit le prochain Président, espérons qu'il saura protéger la liberté d'expression, symbole d'une démocratie solide.

Maha Zein



Kiosque à Dakar où pendent les nombreux quotidiens — Photo: Maha Zein

Uruguay

Un gouvernement de gauche, et pourtant...

Depuis mars 2005, l'Uruguay a, pour la première fois de son histoire, un gouvernement de gauche. Il y a deux mois, le Président du pays, le socialiste Tabaré Vázquez s'est permis, dans une interview, de citer par leurs noms les organes de presse qu'il considérait comme faisant partie de l'opposition. La réaction des chaînes de TV, radios et journaux, tous privés, fut immédiate: "nous faisons partie de la presse indépendante, objective" s'indignèrent les éditorialistes.



Voici les journaux et hebdomadaires de la presse écrite (sans tenir compte des TV et radios) auxquels Vázquez faisait allusion:

- El Observador, journal destiné aux milieux financiers, propriété de l'Opus Dei, secteur le plus réactionnaire du Vatican.
- Ultimas Noticias, journal populiste du Révérend Moon, Sud-coréen en croisade mondiale permanente contre le communisme.
- El Pais, journal le plus vendu grâce à ses petites annonces, propriété de plusieurs familles les plus riches du pays, et qui fut à 100% l'organe "officiel" des militaires durant la dictature (1973-84).
- Búsqueda, hebdomadaire destiné à la droite pensante et des affaires, lu aussi par la gauche pour être informée sur ce que pensent ses adversaires, actuellement propriété d'une société anonyme, mais fondée par un journaliste lié lui aussi à la dictature.

Suite à ces déclarations de Vázquez, j'ai pu parler avec quelques collègues qui travaillent dans ces journaux, tous sont des journalistes formés pendant ou après la dictature et plutôt progressistes, condamnant par exemple les militaires pour leurs violations des droits de l'homme. J´ai été totalement surpris parce que eux aussi étaient indignés par les propos du Président, comme leurs patrons propriétaires des journaux. Ils argumentaient qu'effectivement ils étaient indépendants, objectifs dans leur profession, et que Vázquez "ne doit pas les pointer du doigt...", "ne doit pas faire de la politique" (sic).

En fait, ils s´identifient à une des "écoles" de presse des Etats-Unis, très répandue dans le monde, selon laquelle un journaliste doit être, et peut être, indépendant et objectif. Ecole idéologique très forte, qui veut faire croire qu'un être humain peut se débarrasser de son idéologie devant son clavier ou derrière sa caméra, pour, à son tour, faire croire au lecteur que l'information est objective et indépendante.
Il est fort possible qu'un journaliste pense que son article est "objectif", mais s'il est publié dans un journal où 80% des nouvelles politiques, économiques et sociales servent à décrire ce que les propriétaires considèrent comme des erreurs du gouvernement, l'ensemble devient un instrument qui perd totalement son objectivité. La plupart de ces journalistes ont été formés à l'Université Catholique, par des professeurs qui en majorité travaillent pour cette presse que Vázquez a pointée du doigt.

Les autres journaux et hebdomadaires sont tous de gauche, et donc, consciemment, ni indépendants ni objectifs:

- Brecha, hebdomadaire, héritier de Marcha, qui fut une référence dans la presse Latino-américaine avant la dictature.
- La República, mélange de "populisme-opportunisme", propriété d'un journaliste-homme d'affaires qui appuie le gouvernement de Vázquez, mais qui pratique une persécution syndicale féroce au sein de son personnel.
- La Diaria, le nouveau-né, journal par souscription, de peu de pages mais avec un contenu rédactionnel et des photos très professionnels et d´un très bon niveau.

Mis à part Brecha et La Diaria, l'ensemble de la presse uruguayenne est pauvre en qualité en comparaison avec d'autres journaux internationaux (Le Monde Diplo, Página 12 d'Argentine, El Pais d'Espagne...). Le grand problème est que toute la presse locale dépend des annonces publicitaires dans le 90% des cas, annonces qui proviennent en grande majorité des compagnies de l'Etat.
D´autre part, l´essor extraordinaire des nouvelles transmises par des supports électroniques fait de plus en plus baisser les ventes de la presse écrite dans les kiosques.
Enfin, le chômage des journalistes et photographes est grand. Comme pour d'autres professions en Uruguay, beaucoup de jeunes qui se forment dans les écoles et universités du pays émigrent pour essayer de trouver du travail ailleurs.

Daniel Caselli
Photographe - journaliste

Médias en péril

Comment les femmes travaillant dans les médias aux Philippines voient-elles les changements intervenant dans l'industrie des médias ? Les médias informent-ils encore le public de façon critique ? L'information ne devient-elle pas de plus en plus un produit de consommation ? Pourquoi les journalistes transigent-ils et compromettent-ils leur éthique professionnelle ? Bianca Miglioretto, volontaire GVOM aux Philippines, a rencontré trois membres de "Member of Min-WoW[1]": Felleen P. Donggay (28 ans), productrice de télévision et organisatrice d'événements, Helen Grace Uy (37 ans), institutrice, organisatrice d'événements et propriétaire d'un cybercafé et Lina Sagaral Reyes (45 ans), journaliste et écrivaine.



Felleen



Lina



Helen

Ces dernières années, quels changements avez-vous observés dans l'industrie de l'information?

Lina De plus en plus de journalistes sont employés aujourd'hui sur la base de mandat et non plus en tant qu'employés réguliers.

Felleen C'est particulièrement vrai dans l'industrie de la télévision. Dans un pays pauvre, comme les Philippines, ceci peut affecter l'éthique même du journaliste qui écoute et suit son instinct de survie.
A la télé, j'ai pu observer que si on manque de temps, les émissions payées ont la priorité sur les informations. Une fois, nous avons perdu du temps au cours du journal télévisé "TV Patrol" parce que nous avions dû interviewer un fonctionnaire local par téléphone. Il y avait encore des nouvelles à transmettre, mais ils ont diffusé le prochain bloc de pub à la place. En tant qu'unité commerciale, une chaîne a besoin de remplir des quotas de ventes ce qui exerce une pression sur le producteur et le directeur de la chaîne. J'admire quand même les gens qui travaillent sur les informations parce que leur niveau éthique est plutôt élevé et qu'ils refusent de parler d'histoires payées. Ils ont droit à mon respect ce qui n'est pas le cas du département des divertissements. Peut-être faut-il qu'il en soit ainsi: un sain mélange entre la vente et les nouvelles. Mais si personne ne vérifie où tu mets la limite, cela pourrait aisément dégénérer.

Lina Le pourcentage en terme d'espace par page dans les journaux a aussi changé; auparavant, deux tiers étaient alloués aux informations et un tiers à la publicité. Maintenant c'est presque l'inverse. Surtout le dimanche, quand l'espace pour la publicité est plus cher. Les journalistes locaux ne sont plus seulement des pigistes ou payés à l'histoire, mais ils sont également utilisés comme des agents de marketing. Les reporters ne touchent pas grand chose pour leur article, mais s'ils peuvent "obtenir" des publicités des administrations gouvernementales ou des entreprises locales ou nationales, ils pourront toucher jusqu'à 50% de ce que ceux-ci versent au journal.

Quelles sont les répercussions sur la qualité du contenu proposé par les média ?

Helen Certains clients du cybercafé sont des gens des médias. Je les observe: ils écrivent un article en l'espace de deux ou trois heures seulement parce qu'ils sont sous mandat. Parfois ils envoient la même information au journal local, au journal national et même aux journaux internationaux. Comme ils sont payés à l'article ou à la photo, ils doivent produire autant d'articles que possible.

Felleen Un autre développement tient au fait que le divertissement commercial phagocyte le prime time. Pour ABS-CBN, les nouvelles commencent tôt et au moment du prime time on n'a droit qu'à des jeux télévisés ou des feuilletons. Ces jeux, comme le "WoWoWee", sont une certaine forme de publicité. Dans ce jeu, ce n'est pas l'argent de Wo Wo Wee ou celui de ABS-CBN qui est distribué, mais celui de la compagnie qui fait de la publicité; on peut ainsi dire que les annonceurs ont la priorité à la télévision.

Helen Les émissions sont aussi de plus en plus focalisées autour de personnalités. Cris Aquino, par exemple, anime deux jeux et plusieurs talk shows.

Lina Même les nouvelles tendent à être centrées sur des personnalités. Plusieurs journaux et magazines racontent la vie de présentateurs de télévision ou celle de journalistes. Comme si ces derniers avaient plus d'importance que les informations qu'ils sont sensés transmettre.

Helen Au niveau national, de nombreux reporters et présentateurs de journaux télévisés apparaissent dans des spots publicitaires pour promouvoir des produits de consommation.
On observe également que beaucoup de gens des médias entrent en politique.

Iriez-vous jusqu'à dire que les nouvelles ou l'information sont devenues des produits de consommation ?

Lina La ligne entre ce qui est de la publicité et ce qui est du journalisme est brouillée. Un exemple local concerne l'usine controversée d'énergie électrique fonctionnant au charbon qui a été construite ici par une compagnie allemande. Un communiqué de presse envoyé par le département des relations publiques peut être transformé par le journaliste en un article en première page, non pas

1 Mindanaw Women Writers Inc. basé au Minanao du Nord-ouest, Philippines du Sud

en tant que publicité mais comme faisant partie intégrale des nouvelles. Il s'agit là de quelque chose de subliminal. Même s'il y a une opposition à l'usine d'énergie électrique, cela se réduit à une question d'argent: celui qui a le plus d'argent voit sa position publiée.

En d'autres mots, l'usine fonctionnant au charbon a payé l'éditeur pour publier l'article.
Helen Ce n'est pas nécessairement l'éditeur. Il peut aussi s'agir du journaliste qui est payé. Lors de l'inauguration, les médias étaient invités et ont été très généreusement emmenés faire une visite de l'usine. Des politiciens et des parlementaires locaux ont également été invités en Allemagne.

Comment les journalistes réagissent-ils à ce genre de pratiques ?
Lina Il n'y a pas d'espace pour se critiquer entre nous, entre journalistes. Parce que si tu soulèves ce problème, tu seras déclarée persona non grata.

Helen Les journalistes répondront qu'ils ne demandent pas d'argent, mais que si quelqu'un leur en offre, il serait mal élevé de refuser. Tant qu'ils ne demandent pas d'argent, ils ne voient pas ce qu'il y aurait de mal à ce genre de pratiques.

Lina Et aujourd'hui ce type est président du club de presse... Rembourser les frais de taxi d'un journaliste qui vient couvrir un événement est aussi devenu une pratique courante. Même les Organisations Non Gouvernementales se plient à cette pratique. Si bien qu'au lieu d'avoir des journalistes qui apportent leur travail comme une contribution au service public, c'est le public qui nous est redevable si nous parlons d'un événement. Je trouve ça plutôt ironique: nous, les journalistes, nous déclarons que nous sommes en faveur de la justice et contre la répression, mais nous ne nous penchons pas sur les problèmes de corruption qui nous concernent et sur la façon dont cette situation se répercute sur la qualité des papiers que nous écrivons.

Helen Cette sorte de camaraderie et ces pratiques ont protégé les journalistes de menaces. Jusqu'à présent, personne n'a été tué dans la région de Cagayan de Oro. Alors que des journalistes ont été tués dans le reste des Philippines.

Pourquoi et par qui ont-ils été tués ?
Lina Les recherches montrent qu'il s'agit généralement soit du fait de l'armée soit du fait de la police. Ces journalistes ont traité, par écrit ou à la radio, de sujets hautement politiques; ces sujets ont dérangé certains politiciens haut placés, l'armée ou la police. CMFR évalue que sur les 27 journalistes tués depuis 2001, 12 étaient des gens de radio et 7 venaient du monde de la radio et de la presse.

Est-il encore possible de mener cette profession de façon éthique tout en gagnant sa vie ?
Lina C'est difficile, surtout s'il faut faire vivre une famille. Mais c'est aussi un défi. Au niveau local, je vois que les femmes sont bien plus capables de survivre, grâce à leur capacité de faire plusieurs choses à la fois. Elles ne sont néanmoins pas en position de prendre des décisions et sont donc obligées de faire autant de compromis que les hommes.


Felleen et Helen

Comment parvenez-vous à survivre en temps que journaliste ?
Lina J'appellerais ça l'écriture de guérilla: je me concentre uniquement sur certains sujets, je m'occupe de questions controversées. Il y a des thèmes qui me tiennent à cœur comme l'environnement ou les mines, et personnellement je ne trouve pas que le sujet des paris soit important. Pour moi il s'agit d'une forme de résistance qui appartient à l'économie non-officielle. Et comme de nombreuses personnes traitent déjà du thème des paris, je préfère me concentrer sur le problème de la violence contre les femmes, un problème rarement pris au sérieux. Alors que, tout bien considéré, la culture du pari contribue à la violence contre les femmes.

D'après vous qu'est-ce qui est nécessaire pour que les journalistes puissent faire leur travail conformément à l'éthique de leur profession ?
Lina Idéalement, il faudrait suffisamment d'argent pour une maison d'édition pour les femmes, où les femmes pourraient gagner suffisamment pour ne pas avoir besoin de sacrifier et trahir leur éthique.

Helen La plupart des journalistes ne deviennent pas riches avec leur profession. La compromission est un moyen de survivre, de joindre les deux bouts. Cette pratique cessera lorsque les journalistes pourront gagner suffisamment pour ne pas être tentés par la corruption.

Felleen Les compagnies de médias devraient mieux rémunérer leurs reporters ou leurs journalistes parce que ces derniers sont les talents sur lesquels ils peuvent miser. Ce sont eux qui montrent au public ce qui est important.

Helen Mais s'ils gagnent mieux leur vie, les gens du marketing gagneront moins. C'est ce qui arrive maintenant: les gens du marketing ont de meilleurs salaires que les journalistes. Ce qui montre que les médias priorisent la vente et la publicité.

Interview Bianca Miglioretto
Traduction : Béatrice Faidutti Lueber

L'intégralité de l'article est disponible sous **www.gvom.ch**

Tchad

La presse tchadienne – liberté surveillée

Depuis l'avènement de la "démocratie" en 1999 – et de son corollaire la liberté de la presse – l'information n'est plus vraiment censurée au Tchad. Outre les organes de l'Etat, une vingtaine de radios et journaux privés y traitent de tous les sujets possibles à travers le pays, de manière souvent critique, voir carrément polémique. En effet, au Tchad comme ailleurs, il faut non seulement informer mais aussi vendre. Mais comme le Tchad n'est pas encore tout à fait un état de droit, certains journalistes sont intimidés, torturés et emprisonnés pour des articles dénonçant injustices et abus de pouvoir et incriminant des militaires proches du clan au pouvoir. Ainsi, en août 2005, trois journalistes travaillant pour deux journaux privés ont été arrêtés pour avoir remis en cause la crédibilité du référendum constitutionnel et parlé de la rébellion armée à l'est du Tchad.

Pascale Waelti, volontaire Eirene à Sarh
Allako-As Mandibaye,
journaliste au Messager du Moyen-Chari

Dans la ville de Sarh, au sud du pays, la population bénéficie de plusieurs canaux d'information. Préférée à la radio d'état, la radio communautaire catholique Lotiko permet de véhiculer les nouvelles locales jusqu'au fin-fond de la brousse. C'est également un excellent moyen pour les organisations et les privés de se communiquer divers avis tels que les convocations à des réunions, les avis de décès, etc. Enfin, plusieurs émissions et débats permettent de vulgariser des thèmes aussi divers que la santé, l'agriculture ou les droits de la femme à une population en grande partie illettrée. Deux bi-mensuels, Sarh Tribune et le Messager du Moyen-Chari, paraissent régulièrement. Le second est l'initiative de trois jeunes journalistes qui ont démarré en septembre 2005 avec juste un vieil ordinateur et une imprimante, sans appui financier extérieur. Les deux journaux sont téléchargeables sur le site **www.sarh.info**

Départs

Luca et sa famille ont rejoint San José au Costa Rica. Luca est chargé de renforcer le secteur de la communication de l'association Acicafoc. Il coopère notamment à la création et à la mise en place d'une stratégie de communication ainsi qu'à l'utilisation et à la formation de techniciens à Internet. Vous pouvez suivre le travail de Luca sur son site Internet : **www.ch-cr.org**

Sébastiano est hydrogéologue. Il effectue un stage au sein de la Unes au Salvador. Ses tâches: étude d'impact environnemental concernant une l'installation d'une mine ciel à ouvert (pollution de la nappe phréatique, des eaux superficielles), étude d'impact environnemental concernant la construction d'une digue, sensibilisation de la population à la problématique des ressources hydriques.

Carole repart pour 3 ans au Salvador. Physiothérapeute, elle travaille avec Alges auprès des enfants handicapés, et de leurs parents et forme des promotrices de santé en physiothérapie.

Marta assistante sociale uruguayenne de 37 ans, est une des responsables de l'ONG El Abrojo sur la thématique de l'insertion des jeunes de la rue, à Montevideo en Uruguay. Entre le 7 octobre et le 7 novembre, Marta a visité plusieurs institutions et a rencontré le public en Suisse allemande et romande. Les objectifs de cet échange sud-nord sont la sensibilisation et l'information, les échanges professionnels (avec des travailleurs sociaux en Suisse) et l'établissement de contacts pour des appuis au travail de El Abrojo. Cet échange fait suite à l'engagement pendant 4 ans de Cornelia Holderegger comme volontaire de GVOM en Uruguay.

Yonel économiste de formation, va partir à Désarmes (Haïti) en décembre. Il remplira une mission courte durée de 6 mois. Il appuiera spécifiquement la nouvelle équipe du comité de l'ODD (Organisations de Développement de Désarmes) qui s'est mise en place après les derniers graves troubles qu'Haïti a connu. Il accompagnera également l'ODD pour la formulation d'un plan d'action qui permettra de redonner un certain élan à l'organisation. Il est aussi prévu de mettre en place un poste de travail à temps partiel pour un permanent de l'ODD et un petit bureau équipé. Yonel formera une personne qui remplira ces tâches.



Volontaire en Haïti — Photo: D. Bratschi



Changez votre regard !

Stage

Travailler, c'est préserver sa dignité, ça nous permet de participer à la vie sociale, de rester ouvert, de faire connaissance avec notre entourage. Pour accéder à un travail, il faut se former pour pouvoir évoluer et avancer et par la suite s'insérer dans le monde professionnel.

A travers l'association BAT, j'ai eu l'opportunité de participer à ce processus d'insertion sociale et humaine. Dans ce cadre-là, j'ai donné des cours de vente et de technique de recherche d'emploi aux requérants d'asile et personnes immigrées. Selon leur parcours de vie, j'ai préparé avec eux des CV et des lettres de motivation.

En émigrant de leur patrie, laissant derrière eux la famille et un statut social, parfois sans papiers et avec le seul espoir de se reconstruire dans une terre d'accueil, ces personnes essaient de s'intégrer et de se faire accepter dans notre société matérialiste. De voir leurs efforts me motive davantage à m'investir dans ce secteur d'entraide.

Avant tout, c'est moi qui reçois une leçon de vie, des cadeaux de tous les jours à travers leurs témoignages et leurs récits de vie.

En rédigeant avec eux leur CV, je voyage dans leur passé, je découvre leur vie, ce qu'ils représentaient chez eux, la position sociale qu'ils avaient, et petit à petit l'image de la personne se transforme, un autre portrait apparaît et tout prend une autre dimension.

Un magasinier se dévoile, avec une licence en science économique, ayant été directeur d'une école privée, technicien électronicien en aéronautique ou cette femme de ménage, ouvrière spécialisée dans l'application de la microtechnique industrielle, avec en plus avec un diplôme de secrétaire. Ces personnes ont dû quitter leur pays pour avoir pris position contre leur gouvernement et quelques-uns ont fait plusieurs années de prison.

On dirait le monde à l'envers: ces papillons sont forcés de retourner dans leur cocon; coincés dans une position de force et malgré leurs efforts de libération, ils sont en attente qu'on veuille bien les libérer pour qu'ils puissent s'envoler - mais cela ne dépendra pas que d'eux…

Je suis étonnée de voir comme ils sont doués pour apprendre avec rapidité; ils ont un sens aigu de l'observation, toujours cette soif d'apprendre sans relâche, ce sont des champions de la débrouille… Certes, notre langue est un handicap pour eux et ce n'est pas une priorité à leurs yeux pour s'intégrer dans notre société; la vie leur a appris: "travaille et survis et ta dignité d'homme sera préservée".

Alors, je vous invite aujourd'hui à changer votre regard sur ces personnes que vous croisez tous les jours: au club sportif, ceux qui nettoient les salles d'hygiène; au supermarché, ceux qui balaient nos rues ou même chez vous celui ou celle qui est en train de faire le ménage.

Quand vous les verrez la prochaine fois, imaginez-vous que cette personne était directeur d'une école, ingénieur aéronautique, pilote d'avion, secrétaire, etc. Ne pensez-vous pas qu'ils méritent non seulement notre respect mais surtout notre sympathie ?

Hélène Diack

Un lecteur averti lit Point d'?

 Suisse

Nadja et François Godi-Glatz
Ch. du Franoz 11
1038 Bercher
Tél.: 021 887 88 12

www.eirenesuisse.ch

Cotisation annuelle
EIRENE Suisse: Frs 50.-
CCP: EIRENE Suisse
La Chaux-de-Fonds 23-5046-2

GVOM

Cécile Hétault
Ch. de la Prairie 9
1720 Corminbœuf
Tél.: 026 475 56 14

www.gvom.ch

CCP:
GVOM Lausanne 10-20968-7



Bourse A Travail
Rue Curtat 6
1005 Lausanne
Tél.: 021 323 77 15

Fax: 021 311 29 11
Email: bat.pv@freesurf.ch
CCP 10-23440-0

Abonnements: **4 parutions par an: Frs 16.- Abonnement de soutien au journal: Frs 25.-**
Rédactrices: B. Faidutti Lueber, N. Godi-Glatz, C. Hétault
Ont participé à ce numéro: Textes: B. Faidutti Lueber, C. Hétault, N. Godi Glatz, A. Monard, Association "info-en-danger", M. Zein, B. Miglioretto, P. Waelti, A.-A. Mandibaye, D. Caselli, H. Diak
Photos: A. Monard, Association "info-en-danger", B. Miglioretto, M. Zein, D. Bratschi
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds, annemonard@hispeed.ch
Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement